



www.npa2009.org

DÉCLARATION DE PHILIPPE POUTOU, CANDIDAT DU NPA À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE.

Le NPA condamne la violence exercée par les forces de police à Lyon le 6 octobre 2011, contre les salariés du secteur médico-social.

A l'occasion du congrès de la FEHAP, regroupant le patronat de ce secteur, 2000 manifestants du secteur médico-social s'étaient mobilisés à l'appel de leurs syndicats pour la défense de leur convention collective 51. Le gavage massif de la manifestation a entraîné une chute de plusieurs mètres de 3 militantes de la CGT de Saint-Etienne dont deux sont gravement blessées. Pour défendre les intérêts du patronat et "maintenir l'ordre" le pouvoir sarkozyste n'hésite donc plus à mettre en danger la vie de salariés. Le NPA s'associe à toutes les protestations contre cette répression et l'agressivité policière.

Le 10 octobre 2011.

A L'HÔPITAL.... COMME AILLEURS, REFUSONS DE PAYER LEUR DETTE !

Les hôpitaux à la merci des banques

Les directeurs d'hôpitaux (Fédération Hospitalière de France) viennent d'alerter le Ministère « plusieurs hôpitaux qui ne sont plus en mesure de faire face à leurs besoins de trésorerie » en raison de « leurs difficultés à obtenir des crédits de la part des organismes bancaires » Ces hôpitaux « diffèrent depuis quelques semaines les paiements de leurs factures tandis que d'autres sont au bord de la cessation de paiement. » Ils sollicitent une réponse urgente, laissant planer une menace sur le versement la prime de service des personnels.

Les hôpitaux sont aussi touchés, comme les collectivités locales, par les « produits bancaires toxiques » de banques comme Dexia... souscrits imprudemment par des directions et des administrateurs: le *Quotidien du Médecin* titre : « Le naufrage de Dexia entraîne les hôpitaux dans la tourmente: 20% de la dette des hôpitaux seraient des produits structurés plus ou moins risqués »

Mais d'où vient la dépendance des hôpitaux vis-à-vis des banques?

Les responsables de cette situation sont les gouvernements successifs « de droite » et aussi « de gauche » qui n'ont eu qu'une obsession: réduire les dépenses de santé, et donc diminuer les budgets hospitaliers. La conséquence c'est d'abord l'insuffisance des budgets de fonctionnement, entraînant la pénurie de personnel et les situations critiques que chacun connaît aujourd'hui. Mais c'est aussi l'absence de possibilités d'investir pour rénover et équiper un parc hospitalier vieillissant. Résultat: faute de financement public suffisant, les établissements doivent emprunter auprès des banques, et leur verser des intérêts. Leur endettement ne cesse d'augmenter. Ceux qui aujourd'hui dénoncent le « déficit » des hôpitaux sont précisément ceux qui l'ont créé. Et ceux qui tirent les marrons du feu... sont les organismes financiers qui sont les responsables de la crise.

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale de 2012 aggrave la situation: il prévoit une nouvelle diminution des crédits hospitaliers de 442 millions d'euros pour aboutir à une « convergence tarifaire » avec les cliniques privées qui ne remplissent pourtant pas les missions de service public de l'Hôpital.

A l'Hôpital, pas plus qu'ailleurs nous n'avons donc de raison de payer leur dette et leur crise!

◆ EXIGEONS D'ABORD TRANSPARENCE VIS-À-VIS DE LA « DETTE » ET DU « DÉFICIT » DES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS. Dans chaque établissement demandons des comptes: Quel est le niveau d'endettement de l'établissement? Quels emprunts ont été contractés? auprès de quels établissements financiers et dans quelles conditions? C'est d'argent public qu'il s'agit: celui de la sécurité sociale qui finance les hôpitaux. Salariés et assurés sociaux ont le droit de savoir comment celui-ci a été utilisé.

Chacun est ainsi en droit de savoir quelle part de nos cotisations sociales, c'est-à-dire de notre salaire sert à verser des intérêts aux banquiers alors qu'elles pourraient être utilisées à payer des personnels, des équipements...

◆ FAISONS CESSER LA DÉPENDANCE DES ÉTABLISSEMENTS VIS-À-VIS DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS, en exigeant des budgets suffisants pour les dépenses de fonctionnement (salaires...) **mais aussi les investissements sans avoir recours aux banques.**

Nos hôpitaux sont malades non pas de trop de dépenses mais de recettes insuffisantes aggravées par les réformes successives, la «tarification à l'activité», la «convergence tarifaire», le plan «Hôpital 2007» suivi de la «loi Bachelot» Pour sortir les établissements du déficit, la réponse est dans un accroissement du financement par des cotisations sociales (patronales) et non dans les «plans de retour à l'équilibre» qui détruisent le service public et cassent l'emploi hospitalier, ou dans l'emprunt auprès des requins de la finance.

Que sont devenus les grands discours de Sarkozy en 2009 sur la «nécessité de réguler les excès de la finance»?

Ils ont servi à l'époque à couvrir le prêt de centaine de milliard d'euros de l'Etat aux financiers pour les sauver de la faillite. Ils se sont transformés aujourd'hui en discours sur la nécessité de réduire les dépenses publiques, de créer de nouveaux impôts tout en préservant les fortunes de ses amis du Fouquet's.

On devait «réguler les marchés»? Il s'agirait aujourd'hui de les rassurer... à coup de milliards bien sûr!

Une idée qui rassemble puisqu'elle est aujourd'hui partagée par le PS : dans son programme celui-ci affirme en effet la nécessité de «réduire les déficits» et de payer la dette... **alors qu'il faudrait refuser de rembourser cette dette illégitime** qui étouffe les peuples et met en péril salaires, santé, éducation, retraites...

Les banques agissent dans l'opacité avec le secret bancaire, permettant d'organiser l'évasion fiscale et les financements occultes imposons la levée du secret bancaire, **nous voulons voir les comptes de la dette!**

Seule l'expropriation des banques privées et leur remplacement par un établissement public remplissant des missions de service public peuvent apporter une réponse à la crise actuelle.

Le NPA appelle l'ensemble des syndicats, partis, associations, militants, ou simples citoyens à se rassembler dans des comités unitaires pour comprendre, débattre, et organiser la mobilisation contre l'austérité que Sarkozy et son gouvernement de porteurs de valises de billets voudraient imposer à la grande majorité de la population.



IPNS - NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :